



2002 – LIONEL JOSPIN

---

## LE CHALLENGER SOCIALISTE FOUROYÉ

UN SORT À BRISER : DE MATIGNON À L'ÉLYSÉE ?

« Je pense que s'il est au deuxième tour, il battra Chirac. (*Un silence.*) Mais il ne sera pas au deuxième tour<sup>1</sup>. » On est le 18 avril 2002 dans les locaux de *France Info*, trois jours avant le premier tour de l'élection présidentielle. Celui qui, devant la caméra, s'exprime sur le scrutin en cours, Jean-Marie Le Pen, a un demi-siècle d'expérience politique derrière lui et en est à sa quatrième présidentielle. Quant au « il », c'est Lionel Jospin.

Lorsqu'il se présente à l'élection présidentielle de 2002, ce dernier est âgé de soixante-quatre ans. Né à Meudon, le 12 juillet 1937, issu d'une famille protestante, il est le fils de Robert Jospin, enseignant et militant actif de la mouvance ultra-pacifiste de l'entre-deux-guerres, et de Mireille Dandieu, sage-femme et féministe convaincue. Reçu à l'ENA en 1961, il y côtoie Jean-Pierre Chevènement, Jacques Toubon, Josselin

1 . Propos reproduits par Serge Moati, *Tous en scène*, France 3 / Image & Compagnie, 2002, rééd. MK2, 2008.

de Rohan ou Ernest-Antoine Seillère. À la même époque, il milite à l'UNEF contre la guerre d'Algérie, mais ne se retrouve ni dans les positions de la SFIO, ni dans celles du PCF. Ses engagements le conduisent tour à tour de l'Union de la gauche socialiste au PSU, où il retrouve Michel Rocard, qu'il connaît depuis l'adolescence, avant de rejoindre la mouvance trotskiste à partir de 1965, à l'Organisation communiste internationaliste. Il faudra toutefois attendre la publication de deux biographies en 2001 pour que Jospin admette publiquement, et non sans réticences<sup>1</sup>, ce versant enfoui et polémique de son activité militante.

Cette discrétion s'explique par le fait que c'est au nom de l'entrisme pratiqué par l'OCI, et sur les consignes de son dirigeant Pierre Lambert, que Jospin adhère en 1971 au PS, juste après le congrès d'Épinay. Remarqué par François Mitterrand, il entre au bureau exécutif du parti dès 1973 et il est de ceux qui secondent efficacement le premier secrétaire lors des négociations avec les communistes, avant et après la rupture de l'Union de la gauche de l'automne 1977. En 1979, il soutient Mitterrand au congrès de Metz et lui succède comme premier secrétaire du PS en janvier 1981<sup>2</sup>.

L'alternance de mai 1981 propulse Lionel Jospin sur le devant de la scène politique nationale. Élu député de Paris en juin, il accompagne l'action gouvernementale à la tête du PS, et participe aux « petits déjeuners du mardi », ces réunions informelles qui, autour du président, rassemblent le Premier ministre, le premier secrétaire du PS et le secrétaire général de l'Élysée. Jospin est réélu député en 1986, mais, son élection ayant été invalidée par le Conseil constitutionnel, il profite d'une législative partielle pour s'implanter en Haute-Garonne. Deux ans plus tard, la réélection de François Mitterrand lui permet d'entrer au gouvernement, dont il devient l'un des poids lourds. En charge, comme ministre d'État, de l'Éducation nationale – à laquelle s'ajoutent de 1988 à 1991 la Jeunesse et les Sports –, il lance le plan « Universités 2000 » et modernise la formation des enseignants avec la création des IUFM, mais doit affronter un mouvement de contestation qui l'affaiblit en 1990.

---

1. Il prétendra longtemps qu'il s'agissait d'une confusion avec son frère Olivier, membre dirigeant de l'OCI.

2. Selon plusieurs témoignages, ce n'est qu'à cette date qu'il aurait définitivement rompu avec l'OCI, Jospin lui-même affirmant que les liens s'étaient déjà considérablement distendus depuis sa prise de responsabilités au PS, c'est-à-dire à partir du milieu des années soixante-dix.

C'est le début de quatre années de turbulences. Elles commencent avec le calamiteux congrès de Rennes, en mars 1990, qui révèle l'ampleur des déchirures et des rivalités internes au PS, Lionel Jospin s'alliant avec Michel Rocard et Pierre Mauroy pour empêcher Laurent Fabius de prendre la tête du parti selon le vœu de François Mitterrand. Deux ans plus tard, il échoue à conquérir la présidence de Midi-Pyrénées lors des régionales de 1992, et quitte le gouvernement dans la foulée, quand Édith Cresson présente sa démission. Un an plus tard encore, Jospin perd son siège de député lors des législatives du printemps 1993. À l'issue de cette série noire, il ne conserve plus que son seul mandat de conseiller général de l'arrondissement de Cintegabelle, dans son ancienne circonscription de Haute-Garonne<sup>1</sup>. Un temps découragé par la vie politique, il envisage de revenir à sa formation d'origine, la diplomatie, et sollicite un poste d'ambassadeur auprès des Affaires étrangères. Ironie du sort, c'est en le lui refusant que son ministre de tutelle, Alain Juppé, va relancer sa carrière.

En 1994, la désignation d'un candidat socialiste pour l'élection présidentielle du printemps suivant tient de la gageure. La gauche est en effet en lambeaux. Laminée par l'expérience des deux septennats consécutifs de François Mitterrand, dont chacun s'est terminé par le désaveu électoral d'une cohabitation, elle souffre de l'atmosphère de fin de règne qui entoure les dernières années d'exercice du pouvoir du monarque socialiste : annonce de son cancer, révélation de ses liens personnels avec l'ancien responsable de la rafle du Vél' d'Hiv', René Bousquet, discrédit de l'expérience Édith Cresson à Matignon, scandales politico-financiers à répétition, déroute historique aux législatives de 1993, suicides de Pierre Bérégovoy puis de François de Grossouvre, sans omettre le scoop des journaux révélant au grand jour l'existence de Mazarine, la fille cachée du président. Rien n'est épargné aux socialistes, à tel point que leur défaite paraît certaine à l'élection présidentielle de 1995.

C'est donc par défaut, après l'annonce de la non-candidature de Jacques Delors en décembre 1994, qu'une primaire interne au PS – un exercice alors interdit – désigne le 5 février 1995 Lionel Jospin contre Henri Emmanuelli comme candidat à l'élection présidentielle. Donné perdant, il se lance dans la campagne avec fougue et énergie, maniant l'humour tout en affirmant ses choix. À ce titre, son meeting du 9 avril 1995, porte de Vincennes, fera date dans l'histoire

---

1. Il retrouvera son siège de député aux élections législatives de 1997.

du socialisme français. Ce jour-là, Lionel Jospin revendique le « droit d'inventaire » des années Mitterrand. La formule fait grincer les dents de nombreux mitrerrandiens historiques, mais reçoit l'assentiment des militants. Les électeurs de gauche sont en tout cas séduits. Séduits, comme le montre le très bon résultat du candidat socialiste au premier tour de l'élection présidentielle. Crédité de 23,3 % des suffrages, il figure à la surprise générale en tête du scrutin. Jospin est cependant sans illusion sur ses chances de victoire, faute de réserves de voix suffisantes à gauche<sup>1</sup>. Il continue donc à mener une campagne persuasive et décontractée, avant d'aller défier Jacques Chirac lors du duel télévisé d'entre-deux-tours, dans une joute tout à la fois courtoise et opiniâtre. Lionel Jospin obtient 47,36 % des voix au second tour. C'est un score plus qu'honorable, qui aurait paru inespéré quelques mois plus tôt.

Fort de cette légitimité nouvelle, Lionel Jospin apparaît comme le leader naturel de la gauche d'après François Mitterrand, et c'est avec la même évidence qu'il entre à Matignon, après l'échec de la dissolution du printemps 1997, ayant entraîné la victoire inattendue de l'opposition aux législatives qui ont suivi. Jacques Chirac demeurant à l'Élysée, une nouvelle cohabitation débute, mais à la différence des précédentes, celle-ci est prévue pour durer cinq ans. Devenu Premier ministre, Jospin décide d'appuyer son action sur une large coalition des gauches de gouvernement, que l'on ne tardera pas à baptiser « Gauche plurielle ». S'y retrouvent le PS, comme composante majoritaire, avec pour alliés essentiels le PCF affaibli de Robert Hue et Marie-George Buffet, les Verts de Dominique Voynet, sans oublier deux formations plus minoritaires, le MDC de Jean-Pierre Chevènement et les radicaux de gauche. Ce large éventail prouve la capacité de Lionel Jospin et du PS à mobiliser la quasi-totalité des familles politiques à gauche. Mais l'une de ses ministres, Marie-Noëlle Lienemann, pointera ultérieurement du doigt les failles structurelles de l'édifice : « [Jospin] a pratiqué la sous-traitance : l'écologie aux Verts, le social au PC, la République au MDC et le reste aux socialistes<sup>2</sup>. » Bref, ce qui à l'origine apparaissait à

1. Le total des voix rassemblées par les candidats de droite au premier tour de l'élection – Jacques Chirac, Édouard Balladur, Jean-Marie Le Pen et Philippe de Villiers – avoisine les 60 % des suffrages exprimés.

2. Marie-Noëlle Lienemann, *Ma part d'inventaire. Entretiens avec Frédéric Haziza*, Paris, Ramsay, 2002, p. 139.

la mesure d'une force diversifiée pèsera lourd dans l'échec du candidat PS à l'élection présidentielle de 2002.

Pour l'heure, Lionel Jospin gouverne. Au terme de cinq années, son bilan sera sans conteste l'un des plus conséquents – et des plus décriés par ses adversaires politiques – de la V<sup>e</sup> République, qu'il s'agisse, pêle-mêle, de la lutte contre le chômage (loi sur les 35 heures, 300 000 emplois-jeunes subventionnés), des aides sociales (couverture-maladie universelle, allocation personnalisée d'autonomie), de la défense du pouvoir d'achat (baisse de la TVA, suppression de la vignette automobile), de la réforme des institutions (vote du quinquennat par référendum – en accord avec Jacques Chirac), de la politique monétaire européenne (passage à l'euro) ou encore de la prise en compte des évolutions de la société française (PACS, congé de paternité). Une embellie durable de la conjoncture économique permet en outre au chômage de passer de plus de 12 % à un taux historiquement bas de 8,6 %. Jospin a toutefois sous-estimé une donnée politique fondamentale : un bilan, même honorable, ne fait pas gagner une élection. Marie-Noëlle Lienemann y reviendra après l'élection : « Comment imaginer qu'à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, en plein débat sur la mondialisation et après le choc du 11 septembre, le candidat de la gauche n'ait eu comme seule ambition que la poursuite de ce qu'il avait fait pendant cinq ans ?<sup>1</sup> »

Par ailleurs, la situation politique se dégrade sensiblement au long de la période. Tout a commencé avec la démission de deux poids lourds du gouvernement : d'abord celle, forcée, du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Dominique Strauss-Kahn, en novembre 1999, à cause de sa mise en examen dans l'affaire de la MNEF, puis celle, volontaire, du ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, en août 2000, en raison de ses désaccords sur la politique menée en Corse. Il y a eu également les bourdes répétées du ministre de l'Éducation nationale, Claude Allègre, à l'égard des enseignants qui n'ont toujours pas apaisé l'amertume d'un proche de Jospin, le député Jean Glavany : « Allègre porte la responsabilité écrasante d'avoir fait divorcer le monde enseignant avec l'électorat socialiste. C'est un divorce en profondeur, car ce vote existait, et avec fidélité, depuis des années<sup>2</sup>. » Signe des difficultés, Lionel Jospin choisit de rappeler les « éléphants » du PS, lors du remaniement de 2000 : son grand rival, Laurent Fabius, hérite

---

1 . *Idem*, p. 33.

2 . Entretien de Jean Glavany avec l'auteur, 26 janvier 2012.

de Bercy, tandis que Jack Lang remplace Allègre. Cela ne suffit pas. Un an plus tard, la gauche reçoit un avertissement sévère aux élections municipales de mars 2001, où les gains symboliques de Paris et de Lyon par le PS ne réussissent pas à masquer la longue liste des villes perdues.

Quoi qu'il en soit, la candidature du Premier ministre paraît plus que probable au printemps 2001. Lionel Jospin espère sans doute voir aboutir la convergence des deux parcours qu'il porte en lui : celui du militant socialiste et celui de l'homme d'État. À gauche, seul François Mitterrand y est jusque-là parvenu. À la fin de l'été 2001, dans le cadre de l'université d'été de La Rochelle, l'envie d'en découdre avec Jacques Chirac émane du discours que prononce le chef du gouvernement et rend probable sa candidature. S'adressant aux militants rassemblés, il leur confie son espoir en ces termes : « Avec vous, je souhaite faire naître la nouvelle France, dont ce début de siècle apporte la promesse<sup>1</sup>. » Acclamé par les « Lionel président ! » de la foule, Jospin sait que le PS est en ordre de bataille derrière lui. Le Premier ministre peut raisonnablement croire en son destin présidentiel.

#### UNE FRAGILITÉ CONGÉNITALE : L'IMPLOSION ÉLECTORALE DE LA GAUCHE PLURIELLE

La Gauche plurielle est au pouvoir depuis le printemps 1997. Or, l'assemblage solide du début n'a plus grand-chose à voir avec la fragmentation politique de l'automne 2001. Jospin reviendra plus tard sur cette désagrégation pour en tirer les leçons : « [S]i la majorité plurielle ne s'était pas défaite avec tant de légèreté, d'irresponsabilité et, au bout du compte, de masochisme, nous aurions pu effectivement gagner l'élection présidentielle. Et j'aurais pu [...] devenir président de la République<sup>2</sup>... »

À l'époque des faits, la préparation de l'élection présidentielle de 2002 tient du cauchemar annoncé à gauche, et en tout premier lieu en raison de la multiplicité des candidatures. Le vote de l'inversion du calendrier électoral, plaçant désormais la présidentielle devant les législatives, met en effet l'ensemble des composantes de la Gauche plurielle sous pression : si l'une d'entre elles ne présente pas de candidat au premier scrutin, elle risque le pire au second. « C'est un pistolet à

1 . Discours de Lionel Jospin à La Rochelle, 2 septembre 2001.

2 . Propos cités par Raphaëlle Bacqué, *op. cit.*, p. 270.

un coup !<sup>1</sup>... », tonne le patron des radicaux de gauche, Jean-Michel Baylet. Résultat : contrairement à la présidentielle de 1995, où la gauche se divisait en quatre candidatures, elle s'éparpille en huit un septennat plus tard. Cinq d'entre elles recouvrent à proprement parler la gauche de gouvernement : Lionel Jospin (PS), Robert Hue (PCF), Noël Mamère (Verts), Jean-Pierre Chevènement (MDC) et Christiane Taubira (PRG). Auxquelles s'ajoutent un record de trois candidatures trotskistes, puisqu'à l'inamovible Arlette Laguiller (LO) s'ajoutent désormais le sémillant postier Olivier Besancenot (LCR) et le discret Daniel Gluckstein (PT). C'est une vraie bombe à retardement.

Lors d'une réunion de travail en juin 2001 à Matignon, Baylet, s'efforce de mettre Jospin en garde : « Si ça continue, ta majorité commencera par implorer avant l'été, et elle explosera à la rentrée. Parce qu'à partir du moment où tout le monde est candidat, nous nous livrons à une surenchère et à une contestation permanente de l'action gouvernementale. Et ce sera très négatif pour ta candidature<sup>2</sup>. » Son interlocuteur lui rétorque qu'il voit les choses différemment, qu'il faut au contraire laisser s'exprimer la diversité des gauches au premier tour, avant d'opérer un large rassemblement au second en faveur du candidat de la majorité plurielle – Lionel Jospin, bien entendu. Au PS, Jean-Christophe Cambadélis baptise l'audacieuse stratégie d'une formule martiale, « l'opération Tempête plurielle<sup>3</sup> ».

Toujours est-il que la multiplication des candidatures, à gauche, traduit bel et bien la fin d'un système politique efficient pendant presque cinq ans, mais incapable de s'unir pour l'échéance suprême. Les signes les plus inquiétants de ce délitement résident, à différents titres, dans les candidatures conjointes de Jean-Pierre Chevènement et de Christiane Taubira. Pour les socialistes, l'entrée en campagne du premier nommé est assurément une mauvaise nouvelle, voire une trahison, car Chevènement risque de prendre des voix aux déçus de Jospin et ce dernier n'aura pas de mots assez sévères pour fustiger dans ses Mémoires « l'ambition chimérique et agressive<sup>4</sup> » de son ancien ministre de l'Intérieur. Ce dernier n'en a cure et annonce sa

1 . Entretien de Jean-Michel Baylet avec l'auteur, 9 février 2012.

2 . *Idem*.

3 . Propos rapportés par Marie-Noëlle Lienemann, *op. cit.*, p. 38. La dénomination fait référence au nom de l'offensive américaine contre l'Irak en 1991, *Tempête du désert*.

4 . Lionel Jospin, *Lionel raconte Jospin*, Paris, Seuil, 2010, p. 264.

candidature le 4 septembre 2001, jour anniversaire de la fondation de la III<sup>e</sup> République. Dans un premier temps, les socialistes cherchent avant tout à minorer son rôle politique. Il n'empêche que le député-maire de Belfort inquiète au PS. Moins en définitive par l'annonce d'une candidature devenue au fil des mois prévisible, que par le succès populaire qui l'a immédiatement entourée. À son premier meeting tenu à Vincennes, le 9 septembre 2001, le double chapiteau prévu est trop exigü pour accueillir les 8 000 personnes présentes. Autre déconvenue de taille pour les socialistes, Chevènement va désormais focaliser l'essentiel de ses attaques contre le bilan gouvernemental. Par ailleurs, l'invocation récurrente de la République et de la nation dans ses discours capte une partie de cette gauche éprise de grandeur et nostalgique de Mitterrand. À l'aide d'un argumentaire empruntant aussi bien à Jules Ferry qu'au général de Gaulle, le chef du MDC se veut le troisième homme de l'élection et entend bien en bousculer les deux grands favoris. Des sondages vont le mettre en situation au cours de l'automne, plusieurs le donnant encore à 12 % des intentions de vote en février 2002 et lui laissant même entrevoir la possibilité d'une qualification pour le second tour.

Il y a aussi la candidature de Christiane Taubira. Pour la première fois depuis Michel Crépeau en 1981, et en dépit de leur alliance traditionnelle avec le PS, les radicaux de gauche se lancent dans la bataille présidentielle. Leur choix se porte sur une élue de l'Outre-mer, alors députée de Guyane. Christiane Taubira présente la particularité notable d'être la première – et jusqu'ici la seule – personne de couleur candidate à l'élection présidentielle sous la V<sup>e</sup> République. Le 1<sup>er</sup> décembre 2001, elle est investie par 81 % des votants, sans être elle-même membre du PRG. Pour Jean-Michel Baylet, il en va alors de la survie de la formation qu'il dirige : « À partir du moment où toutes les autres composantes de la gauche plurielle ont présenté leur candidat, nous avons décidé de faire de même, sans quoi c'était notre mort politique assurée<sup>1</sup>. »

Au PS, on ne s'inquiète guère. « Taubira ne nous gênera pas<sup>2</sup>. », conclut le premier secrétaire, François Hollande. Il faut attendre le piétinement de Lionel Jospin dans les sondages, pour que certains dirigeants suggèrent d'intégrer Christiane Taubira à l'équipe du candidat PS, pour prix de son désistement. Mais ils s'attirent une fin

1. Entretien de Jean-Michel Baylet avec l'auteur, 9 février 2012.

2. Propos rapportés par *Libération*, 26 juin 2002.



de non-recevoir, eu égard aux dépenses de campagne déjà engagées. Jean Glavany ne confirme pas l'épisode, à l'inverse de Jean-Michel Baylet, qui précise que des contacts ont bien été noués entre députés PS et PRG. Mais ces initiatives interviennent trop tard. La candidate PRG refuse de se retirer d'une campagne dans laquelle elle s'est beaucoup investie. Pire encore, un appel signé à la même période par des intellectuels des DOM-TOM est rendu public, qui dénonce les « manœuvres socialistes » pour étouffer la voix de l'Outre-mer. Le piège se referme.

Le 2 mars 2002, à l'initiative de Roger-Gérard Schwartzberg, ministre de la Recherche, une ultime tentative de conciliation a eu lieu pour parvenir à une candidature unitaire. Mais, selon Jean-Michel Baylet, le Premier ministre-candidat se serait montré évasif, comme si le problème ne le concernait pas directement : « Finalement, ce serait peut-être mieux que vous me souteniez. Voilà, j'y ai bien réfléchi : Christiane ne pourrait-elle pas se retirer, du moment que l'on y mette les formes ?<sup>1</sup>... » Et puis plus rien. Comme Baylet objecte que ce sera difficile, Jospin n'insiste pas. Les deux hommes n'aborderont plus la question du retrait de Christiane Taubira avant l'élection.

Tous les témoignages concordent pour établir que Lionel Jospin a pris la décision de se présenter à l'automne. « Début novembre 2001<sup>2</sup> », rapporte Pierre Moscovici, tandis que Jean Glavany précise pour sa part que c'est dans l'avion qui le ramenait le 10 novembre de Toulouse à Paris que le Premier ministre lui a enfin donné le signal du départ : « Je vais y aller, et je voudrais que tu t'occupes de ma campagne<sup>3</sup>. »

La question d'une démission de ses fonctions de Premier ministre s'est aussitôt posée, mais elle s'est heurtée à deux obstacles majeurs. D'abord, la question du moment : quand quitter Matignon ? Impossible au printemps 2001, à cause du revers des municipales et au risque d'une campagne aussi interminable qu'usante, impossible encore à l'automne à cause de l'imprévu des attentats du 11 septembre, impossible enfin avant le 17 février 2002, date de la fin de l'introduction de l'euro en France. Plusieurs dirigeants socialistes estiment

1. Propos rapportés lors de l'entretien de Jean-Michel Baylet avec l'auteur, 9 février 2012.

2. Pierre Moscovici, *Un an après*, Paris, Grasset, 2003, p. 217.

3. Entretien de Jean Glavany avec l'auteur, 26 janvier 2012.

pourtant que cette dernière solution serait la moins mauvaise, avec un gouvernement d'intérim à la clé, mais ils se confrontent à la seconde difficulté : la volonté de Lionel Jospin de demeurer en place. Comme pour Édouard Balladur en 1995, la charge de Premier ministre sortant constitue un handicap majeur afin de mener campagne, mais Jospin conçoit lui aussi une démission comme un abandon de poste. On peut imaginer aussi qu'au service de l'État s'ajoute sans doute une certaine forme d'ambition ou de vanité, qui le verrait bien être le premier chef de gouvernement sortant à briser la « malédiction de Matignon ».

La candidature est décidée, est-elle pour autant désirée par Lionel Jospin ? « Il a, je crois, sincèrement hésité à se présenter », écrira Pierre Moscovici un an après l'élection, avant de préciser : « À plusieurs reprises, je l'ai entendu confesser ses doutes [et] revendiquer la réussite de sa vie politique en dehors de la présidentielle. » Moscovici affirme avoir lui-même ressenti « un flottement », « une forme d'absence à soi-même de Lionel Jospin », notamment après les municipales et en septembre 2001. Et de synthétiser les questions demeurrées sans réponse de la part de tous ceux qui avaient côtoyé de près le candidat PS :

Lionel Jospin avait-il l'envie d'être Président, comme d'autres l'avaient eue, c'est-à-dire de manière obsédante, monomaniaque, sans scrupule ni retenue ? N'estimait-il pas, au contraire, qu'il avait rempli l'essentiel de son rôle ? S'est-il présenté pour battre Jacques Chirac, pour continuer son action gouvernementale sous d'autres formes ou pour incarner une « nouvelle France » ?<sup>1</sup>

Voilà sans doute le Lionel Jospin le moins attendu. Celui-ci s'inscrit dans une tradition électorale qui transcende les clivages politiques et rassemble plutôt les caractères. En ce sens, les interrogations du Premier ministre sur le point de se lancer évoquent étrangement les velléités de Chaban-Delmas et les hésitations de Barre. Quelques mois seulement après le désastre du printemps 2002, Jean-Christophe Cambadélis résumera à son tour l'état d'esprit du candidat PS en évoquant de façon imagée cette « mélancolie jospinienne<sup>2</sup> » qui avait si singulièrement différencié le candidat de 2002 de celui de 1995.

1 . Pierre Moscovici, *op. cit.*, p. 214-215.

2 . Propos rapportés par *L'Humanité* du 16 novembre 2002.

## UNE ERREUR STRATÉGIQUE : « MON PROJET N'EST PAS SOCIALISTE... »

Cette campagne a été un calvaire de bout en bout, où rien n'a réussi. On s'est pris une succession de coups, sans comprendre ce qui nous arrivait. On n'a jamais eu de dynamique de campagne, ça n'a jamais pris. Cela a été une longue descente aux enfers. Rien ne marchait<sup>1</sup>.

Le jugement rétrospectif de Jean Glavany sur la campagne électorale de 2002 est sans appel. Pour Lionel Jospin, tout a commencé véritablement le 20 février 2002, en fin d'après-midi. Frappée du double sceau de la modernité et de la sobriété, sa déclaration est envoyée par fax à l'AFP : « Lionel Jospin candidat à la présidence de la République. » Avec le recul, ces neuf mots paraîtront froids et peu chaleureux. Le candidat PS aggrave son cas le lendemain au 20 heures de *France 2*, en reconnaissant sa « naïveté » en matière d'insécurité, ou bien quand il s'efforce de traduire le sentiment qui l'anime à l'aide d'une formule malheureuse, en se disant prêt « à [s'] ébrouer dans le champ de la démocratie », suscitant par la même occasion le trouble de ses supporters et les sarcasmes de ses adversaires politiques<sup>2</sup>.

Quoi qu'il en soit, la compétition est lancée. Lionel Jospin commence par nommer Jean Glavany comme directeur de campagne. Il est assisté par Yves Colmou, qui était déjà en charge de la communication de Maignon depuis un an, le patron des députés PS, Jean-Marc Ayrault, qui s'occupe des thématiques de campagne, et Pierre Moscovici pour le projet présidentiel. Renfort de poids, le créateur de la « Force tranquille » et de la « Génération Mitterrand », Jacques Séguéla, s'occupera de promouvoir son image avec Stéphane Fouks. Parmi les autres spécialistes, Aquilino Morelle prendra en charge l'écriture des discours, Gérard Le Gall s'occupera des sondages, Alain Claves, trésorier du PS, sera le mandataire financier, et l'ancien ministre Jean-Louis Bianco le mandataire juridique. Dominique Strauss-Kahn et Martine Aubry deviennent les porte-parole du candidat socialiste, Laurent Fabius un conseiller spécial, tandis que le premier secrétaire du PS, François Hollande, sera au premier plan de la campagne à venir.

L'équipe Jospin s'installe en grande pompe le 27 février 2002 à « l'Atelier de campagne », au 325 de la rue Saint-Martin, dans le 3<sup>e</sup>

1. Entretien de Jean Glavany avec l'auteur, 26 janvier 2012.

2. Interview de Lionel Jospin au journal de 20 heures de *France 2*, 21 février 2002. « Ah, c'est le cabri Jospin !... », s'esclaffe le RPR Pierre Bédier devant son poste de télévision, in Serge Moati, documentaire cité.

arrondissement de Paris. Là, 4 000 mètres carrés disposés sur trois étages sont entièrement dévolus au candidat PS. Dans l'esprit de ses promoteurs, le lieu se veut un « lieu de travail, de rencontres et d'échanges », une véritable « ruche<sup>1</sup> ». Enfin, le lancement du site [www.lioneljospin.net](http://www.lioneljospin.net) signale l'irruption dans l'élection présidentielle de ce nouveau média qu'est Internet.

En apparence, tout commence bien. Dans les premiers temps, l'élection paraît tout à fait gagnable à gauche, d'autant que, selon la SOFRES des 23 et 24 janvier 2002, 54 % des sondés jugent positif le bilan de Lionel Jospin. Ce dernier obtient de nombreux soutiens dans les milieux intellectuels et artistiques, comme ceux des écrivains Erik Orsenna et Jorge Semprun, de l'historien Jean-Pierre Vernant ou encore du chanteur Bernard Murat. Épouse du candidat socialiste, la philosophe Sylviane Agacinski participe elle-même à la campagne en se rendant à plusieurs émissions de télévision ou de radio. Le Premier ministre-candidat est si bien placé au premier tour, qu'il atteint même les 53 % d'intentions de vote au second à la fin du mois de février. Tous les espoirs sont permis. La Garde des Sceaux, Marylise Lebranchu, se lâche même dans *Le Parisien-Dimanche* : « Jospin est sans doute le futur président<sup>2</sup>. » Le principal intéressé, bien au fait du précédent Balladur, doit recadrer ses troupes : « Évitez tout accès de triomphalisme. Ne dites pas de bêtise du genre : "On va gagner<sup>3</sup>." »

La séquence politique demeure pour l'heure favorable. Ainsi, les premières attaques dont Jospin est l'objet sont-elles évitées avec adresse. À droite, on l'a d'abord accusé d'avoir bénéficié d'un emploi de complaisance relevant des Affaires étrangères en 1993. Mais l'affaire a été mal engagée et tourne même, par un ricochet imprévu, à la confusion d'Alain Juppé, alors en charge du ministère. Il y a aussi l'histoire de cette représentante des victimes de notaires ayant opportunément demandé l'ouverture d'une enquête concernant l'achat en 2000 par Lionel Jospin d'une maison sur l'île de Ré qui aurait pu être trop faiblement évaluée par rapport aux prix du marché. Malgré quelques articles de *L'Express* et de *France-Soir*, l'affaire se dégonflera, après la publication par le couple Jospin du montant exact de ses prêts bancaires. Jospin semble imperméable aux accusations. Le parallèle avec Chirac est même plutôt cruel pour ce dernier, à tel point qu'au RPR l'on cherche à mener bataille à

1 . Conférence de presse de Lionel Jospin à l'Atelier de campagne, 27 février 2002.

2 . Interview de Marylise Lebranchu au *Parisien-Dimanche*, 20 janvier 2002.

3 . Propos rapportés par *Le Canard enchaîné*, 6 février 2002.

front renversé. Emmenée par Patrick Devedjian et quelques autres, la droite chiraquienne dure tente ainsi de suggérer à bon escient que si, au même moment, le président de la République a des démêlés avec la justice dans différentes affaires (Schuller-Maréchal, HLM de la ville de Paris), c'est que les officines du Premier ministre n'y sont pas étrangères. Alain Juppé ira même jusqu'à accuser les socialistes d'attaquer les personnes « en remuant la merde<sup>1</sup> ». Mais, là encore, c'est en pure perte. La droite n'atteindra pas Lionel Jospin. Pour une seule et bonne raison : il va s'employer à se détruire lui-même.

Le 21 février 2002, au lendemain de sa déclaration, Lionel Jospin est l'invité du journal de 20 heures sur *France 2*. L'objectif est de marquer le coup d'envoi de sa campagne électorale. C'est un candidat crispé, avec à l'occasion quelques formules hésitantes ou malheureuses – précédemment évoquées – qui se retrouve à l'antenne. Mais ce que les Français vont retenir de sa première prestation en tant que candidat, c'est la formule alambiquée qu'il livre devant un David Pujadas interdit :

Je suis socialiste d'inspiration, mais le projet que je propose au pays, ce n'est pas un projet socialiste. Il est une synthèse de ce qui est nécessaire à la France, c'est-à-dire la modernité<sup>2</sup>.

« Mon projet n'est pas socialiste... » La formule est synthétisée le lendemain à la une de toute la presse française et *Le Monde* annonce que Lionel Jospin a l'intention de faire sa campagne au centre. Très vite, dans son entourage, on mesure l'ampleur des dégâts. Une « gifle », commentera Marie-Noëlle Lienemann à l'aile gauche du parti, une « connerie », soupire Jean Glavany, qui n'omet pas de préciser à bon escient : « La formule était de Pierre Moscovici<sup>3</sup>. » Jospin, lui, attendra son discours-confession du 26 août 2006 à l'université d'été du PS à La Rochelle pour admettre publiquement que la phrase avait constitué l'une des principales causes de son échec présidentiel. Le candidat PS vient en effet d'ignorer la règle d'airain de la présidentielle, qui veut que l'on rassemble son camp au premier tour, avant d'élargir au second. Cette erreur stratégique va influencer toute sa campagne.

1. Déclaration d'Alain Juppé à la presse, 2 février 2002.

2. Interview de Lionel Jospin au journal de 20 heures de *France 2*, 21 février 2002.

3. Marie-Noëlle Lienemann, *op. cit.*, p. 18 et entretien de Jean Glavany avec l'auteur, 26 janvier 2012.

Assez rapidement, la stratégie du candidat PS donne l'impression de patiner, Lionel Jospin n'arrivant pas à trouver le rythme adéquat pour partir à la conquête des Français. Son agenda électoral, auquel s'ajoute celui de chef du gouvernement, ne lui laisse aucune marge de manœuvre. Meetings populaires, visites « sectorielles », discours thématiques, entretiens avec la presse et rencontres diverses sont ainsi prévus autour des « cinq France » de la « Lettre aux Françaises et aux Français » : active, sûre, moderne, forte et juste. C'est beaucoup trop. Vingt-neuf déplacements sont ainsi programmés entre la mi-mars et le 5 mai, veille du second tour, soit plus d'un tous les deux jours. Dans ce contexte, l'élaboration d'un programme intelligible pour les électeurs s'apparente à un défi insurmontable. La mise en avant du bilan de la Gauche plurielle occulte pour une large part les propositions nouvelles. Et quand celles-ci sont enfin formulées, ce n'est pas sans difficultés, ni maladroites. Le 18 mars, présentant ses « dix engagements » à la presse, le candidat PS n'imagine pas que neuf d'entre eux seront totalement éclipsés par la promesse hasardeuse du dixième : « zéro SDF d'ici 2007<sup>1</sup> ». La formule laisse perplexe, jusqu'au sein même de son propre parti.

L'entourage de Lionel Jospin contribue également à compliquer sa campagne, plutôt qu'à l'alléger. Aux côtés des « techniciens » qui, comme Jean Glavany, s'efforcent – sans y parvenir – de trouver le bon rythme de la candidature, le candidat PS et son entourage doivent également gérer les ambitions contradictoires des « politiques » qui, persuadés de la victoire sur Chirac, composent déjà le futur gouvernement. Le bal des « éléphants » fait notamment rage entre les premiers ministrables : François Hollande, l'homme de la synthèse au PS, Martine Aubry, la « Dame des 35 heures » ou Dominique Strauss-Kahn, le social-démocrate qui rassure les marchés. Cette compétition produit des effets directs sur l'absence de signal politique envoyé par Jospin à ses électeurs potentiels. Laurent Fabius le souligne la seule fois où la question des retraites est abordée : « Est-ce qu'on dit des généralités ou est-ce qu'on casse le vase de Soissons ?<sup>2</sup> » On en restera aux généralités. Ce genre de reculade ajoutée aux positions les plus droitières, ou les plus « blairistes », portées par le même Fabius ou par Strauss-Kahn provoquent des remous et des débats houleux à l'aile gauche du parti. Ils semblent donner raison à ceux qui,

1 . Déclaration de Lionel Jospin à la presse, 18 mars 2002.

2 . Propos rapportés par *Libération*, 26 juin 2002.

comme Chevènement, affirment qu'il n'y a pas de différences fondamentales entre Jospin et Chirac.

Rien ne va décidément au niveau des valeurs de gauche, dans cette campagne d'un Lionel Jospin décidément trop éloigné du peuple. Aucune occasion franche ne lui est donnée de s'immerger dans la France profonde et d'y échanger avec les Français – une discipline dans laquelle Chirac règne en maître. Lourdeur du symbole, le seul moment où une rencontre a lieu avec des travailleurs, c'est lorsque le candidat socialiste, qui a déjà avoué dans le passé son impuissance face aux plans sociaux de Renault-Vilvoorde, Moulinex ou Michelin, se retrouve pris à partir devant les caméras de télévision par les ouvriers de LU qui lui demandent comment vivre avec 4 000 francs par mois. Le mot de la fin (provisoire) revient à l'ancien Premier ministre Pierre Mauroy, qui constate, non sans agacement : « Dans cette campagne, on n'entend pas le mot ouvrier<sup>1</sup>. » Il est vrai que l'esprit du candidat PS est ailleurs.

#### UNE ERREUR TACTIQUE : L'OBSESSION DE BATTRE CHIRAC AU SECOND TOUR

« L[ionel] J[ospin] a sans doute cru [...] que la campagne décisive serait celle du second tour<sup>2</sup>. » Deux jours après la défaite, le commentateur noté par Sylviane Agacinski reconnaît l'évidence de l'erreur tactique du candidat socialiste : mener une campagne de second tour, alors même que le premier n'est pas encore passé. Il est vrai que le scrutin présidentiel est annoncé depuis des mois comme une élection à premier tour joué – comme en 1969 ou 1981 –, mettant aux prises au second les deux têtes de l'exécutif. Et ce, d'autant plus qu'à l'instar de ce qui s'était produit en 1981, le duel apparaît comme la revanche du scrutin précédent. L'élection de 2002 s'inscrit aussi dans un contexte de sortie de cohabitation. Fort des précédents de Jacques Chirac en 1988 et d'Édouard Balladur en 1995, Lionel Jospin avait pourtant toutes les cartes en main pour ne pas se laisser surprendre. Il sera pourtant celui des troisièmes hommes à s'être fait piéger le plus grossièrement par une erreur, dont aucun candidat ne saurait se relever.

1. Propos rapportés par Pierre Moscovici, *op. cit.*, p. 195.

2. À la date du 24 avril 2002, in Sylviane Agacinski, *Journal interrompu, 25 janvier-25 mai 2002*, Seuil, 2002, p. 133.